

13 juillet 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de M. Hissène Habré, Président de la République du Tchad, sur les relations franco-tchadiennes et l'aide militaire française, Paris, lundi 13 juillet 1987.

Mesdames,

- Messieurs,

- Le Président Hissène Habré a commencé sa visite officielle en France, ce matin. J'ai déjà eu avec lui un entretien approfondi, puis un repas en commun, les principales personnalités membres de la délégation tchadienne et autour du Premier ministre, quelques-uns des dirigeants français. Nous venons maintenant devant vous, nous ne sommes qu'au début de ce voyage, c'est-à-dire que le Président Hissène Habré rencontrera dans l'après-midi, demain, après-demain, toute une série de personnes dans les différents domaines politiques et économiques. Je ne vais donc pas préjuger, ni traiter, de ce qui est en cours de discussion. Mais enfin, il y a quand même des points de repères, des principes, des orientations générales sur lesquelles il serait intéressant d'avoir une conversation avec vous.

- Vous connaissez l'évolution du Tchad, de la guerre du Tchad, vous savez dans quelle situation nous nous sommes trouvés, les uns et les autres, avec une nouvelle menace. Lorsque j'ai été élu Président de la République, on peut dire que la quasi totalité du Tchad était occupée ou sous le contrôle de la Libye, puis le Président Hissène Habré a reconquis toute une partie du Tchad, a assuré la représentation de l'Etat reconnu par l'ensemble des institutions internationales et par la France. Mais une série de batailles sur le terrain ont conduit la Libye à repartir à l'offensive. La France a décidé de contribuer puissamment à l'arrêt de cette offensive, d'où la définition du 15ème, puis du 16ème parallèle et les opérations "Manta", puis "Epervier", mais il ne s'agissait pas de la reconnaissance juridique d'une partition du Tchad - jamais juridiquement cela n'a été admis -, il s'agissait simplement de la nécessité de la fixation d'une ligne sur le terrain, sur le plan militaire, pour laisser le temps aux autorités tchadiennes d'assurer leur permanence, le contrôle et l'organisation de l'Etat et, en même temps, d'organiser les moyens militaires. La France a continué d'apporter son aide au Président du Tchad, mais il est naturel et juste de dire, que le principal, c'est-à-dire l'effort humain des soldats tchadiens dans la défense de leur patrie, l'initiative et la grande intelligence militaire sur le terrain, la conception de la bataille et son déroulement, cela, le mérite en revient - et un très remarquable mérite - au Président Hissène Habré et aux dirigeants de ce pays.

- On a vu de quelle façon dans une campagne foudroyante, cette guerre contre un occupant venu de l'extérieur - une fois réglés en vérité les conflits internes qui étaient déjà en voie d'achèvement - comment cette campagne a reconduit le gouvernement légitime du Tchad dans les frontières reconnues du Tchad, jusqu'à la limite de ce qu'il est convenu d'appeler la bande d'Aozou. La France a continué de prêter son concours logistique de toute sorte aux responsables du Tchad.

- Au total, on se trouve quelques années après le début de l'agression libyenne dans une situation qu'il est aisé de décrire. Elle était difficile à réaliser. Le Tchad a retrouvé - je ne parle pas des

autres débats qui peuvent se poser au Nord - ses frontières initiales - initiales du début de la guerre -, pas initiales si l'on considère l'histoire au travers du débat sur la bande d'Aozou, mais a retrouvé intégrité, unité, souveraineté, indépendance, non sans peine, non sans souffrance, et bien des incertitudes restent à régler.

- Aujourd'hui le Président Hissène Habré vient faire une visite officielle. Nous avons déjà eu l'occasion de parler entre nous, de communiquer par écrit, de parler comme on l'a fait aujourd'hui, pour constater que par nos efforts conjugués, la victoire était acquise par le Tchad pour le Tchad. Nous sommes arrivés à un terme appréciable qui doit nous permettre de consolider le terrain conquis.

- Restent d'autres problèmes, mais je laisserai le Président Hissène Habré, et vous-mêmes, mesdames et messieurs, en traiter.

- Le Président Hissène Habré doit savoir qu'il est l'hôte apprécié de la France qui n'avait pas d'obligation militaire à l'égard de son pays dans l'état des accords existants, mais qui avait un devoir de solidarité, d'amitié, un devoir par -rapport au Tchad, par -rapport à l'Afrique dans son ensemble, par -rapport au droit dans cette région du monde. C'est ce qui a été fait. Les conversations d'aujourd'hui et des jours prochains ont précisément pour objet de compléter et d'approfondir les conversations à peine commencées. C'est donc à l'issue de tout cela que le chef de l'Etat tchadien pourra tirer les conclusions, ce serait prématuré maintenant. Ce premier contact me permet de dire au Président du Tchad ma satisfaction de le recevoir. Depuis de nombreuses années nous avons débattu, parfois durement, de ce qu'il convenait de faire. Nous arrivons à un résultat de caractère historique, nous nous en réjouissons. L'indépendance et l'intégrité, l'unité du Tchad, c'était cela l'objectif. Cet objectif peut-être menacé, il convient d'examiner de quelle façon assurer le droit reconquis.

- Monsieur le Président, si vous voulez faire quelques déclarations préalables, vous avez naturellement la parole. Il appartiendra à Mmes et MM. les journalistes de vous interroger ou de m'interroger à leur gré.

LE PRESIDENT HISSENE HABRE.- Je commence ma visite officielle en France, je viens d'avoir, ce matin avec le Président Mitterrand, les premiers entretiens, entretiens que nous avons prolongés tout au long d'un déjeuner très agréable. Je voudrais d'abord dire combien je suis heureux d'être une fois de plus en France et à Paris et remercier le Président Mitterrand de son aimable invitation qui m'a donné l'occasion d'être ici avec les amis français et de pouvoir nous entretenir des relations d'amitié, de coopération entre le Tchad et la France. Des relations - je m'en vais vous le dire tout de suite - qui sont fort excellentes, vous le savez. C'est mon premier séjour parisien après une absence de près de 18 mois parce que la dernière fois que j'étais ici, c'était à l'occasion du Sommet franco-africain, et vous comprenez donc le plaisir que j'ai d'y revenir.

- La situation au Tchad évolue d'une manière positive comme vient de le rappeler à juste titre le Président Mitterrand mais non sans problème, non sans difficulté, non sans beaucoup de pertes et beaucoup de malheurs, mais les résultats sont positifs. Il y a quelques mois, le Tchad était encore occupé militairement dans près de la moitié de sa superficie. Aujourd'hui, je puis vous dire que l'essentiel du territoire national est libéré, il reste encore l'extrême nord `la bande d'Aozou`. La situation militaire actuellement est calme. Je ne veux pas dire que les problèmes sont terminés, néanmoins pour l'heure il y a une espèce de stabilité sur ce plan-là. Je dois dire également que l'unité du Tchad a grandement gagné, s'est largement consolidée et dans le -cadre de la politique de réconciliation nationale de la main tendue, beaucoup d'opposants politiques sont rentrés au pays. L'unité tchadienne, de ce fait, se renforce de plus en plus. Je dois dire également que sur le -plan du développement, le Tchad malgré d'immenses difficultés fait lentement des progrès en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire en particulier car nous avons connu, il y a à peine trois ans, une sécheresse terrible qui s'est soldée par des milliers de morts. Aujourd'hui le Tchad est tout près de l'autosuffisance alimentaire même si, par ailleurs, du fait de la chute des prix des matières premières, il éprouve de grandes difficultés en particulier pour ce qui concerne le coton. Malgré ces difficultés la situation socio-économique se redresse.

C'est dans cette situation que je suis revenu en France et que j'ai eu l'entretiens avec le

C'est dans cette situation que je suis revenu en France et que j'ai pu m'entretenir avec le Président de la République française, les autorités françaises de l'ensemble de la situation, de nos rapports de coopération.

- C'est le lieu, au moment où je suis ici, de dire combien le Tchad doit à la France pour ce long chemin parcouru, tant sur le -plan militaire car l'aide de la France dans ce domaine a été importante et efficace, tant également sur le -plan économique. La France demeure notre premier partenaire et son concours dans ce domaine s'accroît d'année en année. Donc, c'est à réactualiser, à faire le point de l'ensemble de nos relations de coopération que je veux consacrer mon séjour en France qui, je vous le rappelle, a commencé par les entretiens avec le Président Mitterrand, entretiens approfondis, larges et dans une ambiance pleine de chaleur, d'amitié, de compréhension. Mon séjour va se poursuivre par les contacts que j'aurai avec le Premier ministre, les membres du gouvernement et également les milieux économiques. Mais dès à présent je puis vous dire que ma visite commence bien. J'espère et je suis convaincu qu'elle se terminera bien.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, je vous répète que cela ne peut pas être une conférence de presse à caractère complet, que c'est à l'issue du voyage du Président Hissène Habré que l'on pourra tirer une conclusion. Cependant, je pense que ce contact maintenant pouvait être utile pour marquer certaines directions. Ayez l'obligeance de poser les questions que vous souhaitez nous poser.

- QUESTION.- Monsieur le Président, comptez-vous demander l'aide de la France pour parachever la reconquête de vos territoires donc pour reprendre aussi la bande d'Aozou et dans ce cas-là qu'elle serait la réponse de la France ?

- LE PRESIDENT HISSENE HABRE.- La France, comme je l'ai dit, a répondu à l'appel du Tchad agressé et en grande partie occupé. Nous avons fait ensemble l'effort des Tchadiens, le concours des Français, nous avons fait ensemble un chemin important et il va s'en dire qu'il reste toujours une partie du territoire tchadien occupée dans l'extrême nord, ce qu'il est convenu d'appeler la bande d'Aouzou, mais c'est une région assez vaste et le Tchad, avec le temps, a retrouvé la plénitude de son territoire tel qu'il en avait hérité au moment où il a accédé à l'indépendance. Ceci dit, il reste le problème des voies et moyens. Nous espérons que nous arriverons à cela par la voie pacifique, c'est ce que nous souhaitons vivement mais au stade actuel tout ce que je puis vous dire c'est que, par une voie ou par une autre, le Tchad entend recouvrer l'ensemble de ses droits.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il y a une partie de l'opposition tchadienne qui accueille très mal votre visite, une partie de l'opposition tchadienne qui est à Brazzaville qui accueille mal votre visite ici en France et d'abord quels sont les contacts actuels avec l'opposition tchadienne pour essayer de régler ce problème, parce qu'il y a un problème d'unité qui est en train de se créer et vous êtes là pour créer cette unité. Quels sont les contacts que vous avez actuellement avec cette opposition et comment allez-vous accueillir finalement cette opposition précisément lors du prochain Sommet de l'OUA ?

- LE PRESIDENT.- C'est un problème de politique intérieure au Tchad hein ? Cela ne fait pas l'objet de négociations avec la France.

- LE PRESIDENT HISSENE HABRE.- Je dirai un mot. En Afrique, dans tous nos jeunes Etats, il ne manque pas de problèmes et il y a des oppositions par-ci, par-là et au Tchad, nous connaissons cette situation. Elle était grave il y a quelques années mais Dieu merci la réconciliation nationale au Tchad est largement achevée et nous discutons en ce moment avec le dernier que nous entendons accueillir, réconcilier le frère Goukouni qui est à Alger, les discussions continuent avec lui en ce moment, mais ceci dit, nous ne connaissons pas au Tchad, sur ce -plan, de problèmes très préoccupants. Dieu merci, nous avons fait des grands pas dans ce domaine. Le Tchad entend d'abord préserver ses acquis et continuer à oeuvrer, à renforcer son unité nationale.

QUESTION.- Monsieur le Président, que pensez-vous de l'allègement du dispositif "Epervier" et je demanderai aussi au Président Mitterrand si un allègement est envisagé actuellement ?

- LE PRESIDENT.- Je pourrais peut-être répondre d'abord pour vous dire les dispositions de la France qui nous relie d'ailleurs à la première question posée. La France a décidé dès le premier

jour de soutenir le combat des Tchadiens, de soutenir le combat des Tchadiens pour la reconquête de leur pays. La France a apporté son concours selon ses propres dispositions mais après en avoir débattu à diverses reprises avec le Président du Tchad. Pour des raisons de caractère militaire et logistique, nous avons d'abord fixé - c'est moi-même qui l'ai déterminé - le quinzième parallèle, au-dessous duquel nous annonçons à l'envahisseur qu'il trouverait en plus des Tchadiens, la France. Ce quinzième parallèle a été remonté 100 kilomètres plus au Nord, sur le seizième parallèle. Tantôt l'affrontement, tantôt la négociation, l'armée ou la diplomatie, les deux moyens ont été employés avec le Colonel Kadhafi, pour tenter de trouver une solution à ce problème qui présupposait toujours le retour du Tchad à son unité et à sa pleine et entière souveraineté, objectif qui n'a jamais été perdu de vue. Les dispositifs militaires pouvaient être modifiés selon les circonstances. "Manta", et puis aucune troupe militaire dès lors qu'il ne devait plus y avoir aucune troupe libyenne et un retour massif et presque instantané des Libyens. Il y a eu retour de soldats Français, et le dispositif "Epervier". Nous estimons que ce qui était une ligne militaire correspondant à la situation du moment ne représente plus aujourd'hui de réalité puisque le Tchad, dans son ensemble à l'exception des points qui viennent d'être précisés par le Président Hissène Habré, c'est-à-dire ce que l'on appelle la bande d'Aozou, le Tchad est unifié. La France qui a décidé de contribuer au retour à la souveraineté entière du Tchad est disposée à marquer cette contribution sur quelques points que ce soit du territoire réuni. On ne peut plus parler maintenant de savoir si on allège ou si on renforce Epervier à un point donné qui n'était plus déjà le seizième parallèle mais qui se situait quand même soit sur, soit au sud du seizième parallèle. Ce n'était pas une ligne continue, vous le savez. Ce parallèle continue d'avoir une existence géographique, mais il n'a plus d'existence militaire pour nous et il n'a jamais eu d'existence juridique. Dès lors il s'agit de discuter avec le gouvernement du Tchad des points qui paraîtront le plus utile pour que la logistique française contribue à la sauvegarde du Tchad devant toute nouvelle offensive. On peut dire sans livrer de secret - il n'y en a pas en la matière - qu'autant N'Djamena d'abord, il était question de N'Djamena il y a quelques années, Abéché puis Faya, Ouaddidoum, on peut dire que le centre principal où doit s'exercer aujourd'hui activité et contrôle, c'est Faya. Voilà pourquoi, je vous réponds d'une façon un peu détaillée, le problème du seizième parallèle d'Epervier n'est plus posé du tout dans les mêmes termes. Il s'agit de savoir de quelles troupes, de quels moyens nous aurons besoin par concertation avec le Président Hissène Habré dans le nord du pays. Cela ne nous amène pas à dire que nous allons contribuer ou encourager une reconquête militaire de la bande d'Aozou. C'est un problème d'une nature différente, étant entendu que le Président Hissène Habré n'a pas répondu qu'il avait choisi la voie militaire mais qu'il s'intéressait aux voies et aux moyens de reconstituer ce qui lui apparaît être la véritable unité du Tchad.\

\ Suite sur l'aide française au Tchad \

- La France apportera tout le concours désirable pour consolider le retour du Tchad à son unité, le Nord et le Sud étant désormais liés sans aucune fiction de quelque sorte qu'elle soit. Pour ce qui touche Aozou, il semble que les moyens diplomatiques et d'arbitrage juridique paraîtraient devoir être préférés à toute autre solution. En tout cas, la France n'a pas d'engagement dans ce domaine. Voilà la réalité au moment où nous nous exprimons.

- QUESTION.- (Inaudible).

- LE PRESIDENT.- C'est tout à fait prématuré. Cet engagement est déjà considérable sur le plan civil et sur le plan militaire. On doit envisager ce qui doit être fait sur le plan militaire au-delà du transfert de nos bases principales. On doit examiner aussi de quelle façon arrêter les multiples infiltrations qui se produisent aujourd'hui aux frontières et pas simplement aux frontières de la Libye. Pour cela, le Tchad a besoin d'équipements mobiles, efficaces, de caractère militaire.

- Quant au plan civil, depuis le premier jour, la France contribue d'une façon qui pèse lourd sur ses propres moyens au redressement du Tchad, en fournissant toutes les formes d'équipements pour que l'administration elle-même fonctionne de mieux en mieux. On ne va pas parler chiffres bien que cela se traduise finalement souvent par des débats de ce type, mais ce n'est pas le Président Hissène Habré et moi-même qui sommes chargés de cela. Il appartient aux instances

qualifiées, gouvernementales et administratives d'en débattre. Si les accords ne se font pas, alors les Présidents de la République pourraient être amenés à en discuter. C'est cela le processus normal. La France fait déjà beaucoup pour le Tchad. Comparé aux contributions françaises à l'ensemble des pays d'Afrique, si j'ose dire, il n'y a pas de comparaison.\

QUESTION.- Le territoire du Tchad a pratiquement retrouvé son intégrité, grâce à votre sagesse et à l'aide de la France, mais vous avez sans doute pensé bien sûr que le Président Kountché est gravement malade, au Soudan les Libyens infiltrent le pays sans aucun contrôle, sera-t-il de nouveau menacé ? Est-ce que vous y avez pensé, est-ce que cela va être dans les entretiens à venir avec le Président Mitterrand ?

- LE PRESIDENT HISSENE HABRE.- D'abord, une chose importante à savoir, c'est que premièrement, les Libyens n'ont pas renoncé à leurs objectifs philosophiques, politiques, militaires aussi bien au Tchad qu'ailleurs. Deuxièmement, que les Libyens encore une fois - et je le rappelle - sont toujours présents dans l'extrême Nord du Tchad `la bande d'Aozou`, qu'ils disent que ce territoire leur appartient. Ceci dit, les menaces existent déjà dans la mesure où encore une fois les Libyens occupent une partie du Tchad. Le processus pacifique, qu'il s'agisse des initiatives de l'OUA, ou qu'il s'agisse des initiatives d'un certain nombre de chefs d'Etat à titre individuel, ces initiatives se sont toujours heurtées à un mur d'intransigeance et d'incompréhension du côté libyen, bien que les efforts se poursuivent.

- Je dois ajouter à cela que les tentatives de déstabilisation se poursuivent aussi bien du côté soudanais qu'ailleurs, et en ce moment, je dois même préciser qu'un effort particulier se fait pour introduire le maximum de terroristes, pour infiltrer le maximum de groupes armés. Donc la région dans son ensemble, le Tchad comme les pays voisins du Tchad, ne doivent pas se sentir totalement à l'abri ni penser un seul instant qu'ils sont hors de toutes menaces. Je ne le crois pas. Je pense que les uns et les autres sont conscients et, pour sa part, le Tchad continue à être vigilant. Avec le concours de la France et de tous ses amis, non seulement il entend consolider ses acquis, mais également encore une fois faire tout son possible, par tous les moyens, pour récupérer totalement ses territoires encore sous domination libyenne et pourquoi pas, je pense que la vraie paix, la vraie stabilité ne viendra que le jour où le Tchad et la Libye qui sont voisins auront convenu d'une paix. Le Tchad travaille dans cette perspective.\

QUESTION.- Je voulais simplement vous dire, outre les problèmes bilatéraux et de voisinage immédiat, vous avez dû parler de problèmes tels que l'Afrique australe, est-ce que vous avez évoqué les problèmes de l'apartheid et qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Pas encore. Non. Nous avons parlé essentiellement des problèmes du Tchad. Nous avons eu une heure d'entretien d'abord puis un déjeuner qui a été un déjeuner de travail et nous avons abordé essentiellement les problèmes touchant à la vie du Tchad et à son voisinage immédiat, les problèmes de la paix, les problèmes de la guerre. Cette visite ne fait que commencer. Je suppose que nous élargirons nos propos mais ce n'est pas encore le cas.

- Merci.\